

Le Courrier

FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE

du retraité

REVALORISATION DES PENSIONS OUI ! SPOILIATION NON !

DOSSIER
LA MOTION
DE LA
COMMISSION
EXÉCUTIVE

ACTUALITÉ

- > PETITES RETRAITES : LE MIRAGE DES 1000 EUROS
- > BUDGET 2022 : UN JEU DE MECCANO AUQUEL IL MANQUE DES PIÈCES
- > UN PLFSS 2022 CATASTROPHIQUE

NOTRE ASSOCIATION

- > LE HAUT CONSEIL DE LA FAMILLE, DE L'ENFANCE ET DE L'ÂGE
- > PÔLE DES RETRAITES ET MOBILISATION DU 1^{ER} OCTOBRE



**MOBILISÉ.E.S
LE 1^{ER} OCTOBRE**





Éditorial du Bureau National

« Failles ! »

Les failles de notre monde sont mises en lumière.

Rien de nouveau certes, mais les faits sont là. Si le « monde d'après » a vocation à être meilleur, nul doute qu'il faudra lui faire emprunter d'autres chemins.

- Une nouvelle confirmation de l'évasion fiscale dépassant l'entendement! 11 300 000 000 000 d'euros, une somme à 14 chiffres, soit plus de 5 fois le PIB annuel de la France placée dans les paradis fiscaux et détenue par une poignée de milliardaires alors que des dizaines de milliards d'euros manquent à la santé, à l'éducation, à l'environnement, à l'aide publique, au développement. Le consentement à l'impôt, et à travers lui notre pacte social, est miné.

“ Ce n'est donc pas sans raison que le 1^{er} octobre les retraité.e.s ont de nouveau manifesté ”

- L'«abandon» stratégique d'un pays occupé, l'Afghanistan, aux mains de fanatiques religieux. Après près de vingt ans, l'armée américaine et les troupes de l'Otan plient bagage sans avoir réussi à rendre au peuple afghan son autonomie de gouvernance. L'Afghanistan reprend le chemin du terrorisme, du désordre et de la désintégration. Le fanatisme religieux reprend ses droits. Un véritable fiasco!

- Un secret de la confession à odeur sulfureuse. Certains entendraient faire passer le secret de la confession au-dessus des lois de la République alors que le nombre de victimes de pédophilie au sein de l'Église catholique est révélateur du silence qui a régné. Certes, il s'agit d'une estimation avec une marge d'erreur, mais dans tous les cas, le nombre

d'abus se situe dans une fourchette de 165 000 à 270 000, selon la Commission Sauvé.

- Un libre marché de l'énergie dit concurrentiel qui se traduit par une flambée des prix. Hausses importantes du gaz, de l'électricité, tel est le bilan des privatisations que les dogmatiques libéraux justifiaient pour baisser les prix.

- Une santé au rabais avec les dispositions du PLFSS 2022 et des ARS qui demandent que des condamnés à des TIG soient recrutés dans les EHPAD pour pallier l'absence de soignants et des services publics à la dérive.

- Une revalorisation des pensions et des retraites de base, source de baisse du pouvoir d'achat des retraité.e.s. La revalorisation des pensions au 1^{er} janvier 2022 ne sera connue qu'après la mi-novembre. - Elle sera, compte tenu du taux prévu par la commission des comptes de la sécurité sociale, à coup sûr bien inférieure à l'augmentation galopante des indices des prix de ces derniers mois. Les dépenses contraintes grèvent de plus en plus le budget des retraité.e.s dont beaucoup se demandent comment finir le mois ou encore sont amenés à différer des soins de santé. Ils sont bien loin de l'image de nantis qu'on leur colle actuellement. La revalorisation attendue pour 2022 accentuera encore la perte de leur pouvoir d'achat.

Ce n'est donc pas sans raison que le 1^{er} octobre, moment fort de nombreuses mobilisations partout à travers le pays, les retraité.e.s ont de nouveau manifesté pour rappeler leurs revendications. La revalorisation des pensions et des retraites, la santé, la protection sociale, la perte d'autonomie et le fonctionnement de services publics demeurent des questions préoccupantes.

Rendons possible un autre monde. D'autres mobilisations nous attendent.

■ PARIS, le 12 Octobre 2021.

Motion votée à l'unanimité CEN de la FGR-FP des 28 et 29 septembre 2021



Gilberte MANDON,
présidente de séance.

La situation sanitaire demeure au centre des préoccupations. L'obligation de la vaccination, l'instauration d'un « passe sanitaire », posent d'évidentes questions de santé publique, démocratiques et économiques.

Réussir la vaccination nécessite de convaincre et de rassurer, et non de contraindre et de sanctionner. Il est inadmissible que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause de droits et d'acquis (par exemple la suspension des contrats de travail).

La FGR-FP rappelle son exigence de la levée des brevets et d'une meilleure solidarité, indispensables pour enrayer la pandémie mondiale.

Le dérèglement climatique et ses conséquences dramatiques (tempêtes, incendies, inondations...), le récent rapport alarmant du GIEC pointent encore une fois l'influence des activités néfastes de l'Homme. Alors que l'urgence de penser et

d'agir autrement est incontournable, le gouvernement répond par un non engagement.

Les évolutions internationales illustrées par la "déroute" afghane sont préoccupantes, avec une montée en puissance des forces les plus rétrogrades.

Les questions sociales et économiques ne sont toujours pas posées avec l'objectif de réduire les inégalités : règlement de la "dette" sociale, réformes de l'assurance chômage et des retraites de nouveau dans l'actualité, fiscalité, pouvoir d'achat avec le retour de l'inflation et des augmentations de produits de première nécessité, place des services publics (santé, école, transports...), enjeu de la protection sociale et avenir de la Sécurité Sociale, évolution des complémentaires santé... autant de dossiers essentiels qui ne sauraient être masqués par la situation sanitaire, le tout dans un contexte d'autoritarisme croissant qui se prévaut d'une démocratie prétendument libérale..

Après une période électorale de printemps marquée par une abstention record, nous sommes déjà entrés dans une nouvelle séquence électorale majeure avec les futures élections présidentielle et législatives. Le risque d'un second tour sans réel choix progressiste serait mortifère, d'autant plus que la banalisation des idées d'extrême droite se poursuit. A ce titre, la FGR-FP condamne le fichage illégal de militants politiques, syndicalistes, associatifs par un site d'extrême droite. Dans ce contexte complexe, qui génère anxiété et

colère, l'urgence nous impose d'argumenter fermement, de clarifier les débats et d'intervenir le plus largement possible pour défendre collectivement des revendications d'intérêt général et notre conception d'une société solidaire fondée sur la justice sociale.

FUNCTION PUBLIQUE

Les services publics et leurs personnels ont joué un rôle irremplaçable dans la lutte contre la pandémie. L'amélioration de la qualité de leurs missions et de leurs déploiements sur l'ensemble du territoire, ainsi que des conditions de travail, doit donc devenir une priorité de l'État et des collectivités territoriales.

Pourtant la casse du statut de la Fonction Publique se précise, notamment si l'on se réfère au discours de Macron à Marseille.

Avec 0,4 % d'augmentation au 1er janvier 2021 pour les pensions, alors que les prix ont déjà augmenté de 1,9 %, le compte n'y est pas. Aujourd'hui, le pouvoir d'achat est particulièrement impacté par les hausses des tarifs de l'énergie.

Une augmentation des pensions équivalente à l'inflation au 1er janvier 2022 ne serait que l'application de la loi, alors que la part des dépenses





contraintes est en progression constante.

Déjà les retraites complémentaires (AGIRC ARCCO) sont pénalisées. L'augmentation de la CSG et la réduction de l'abattement pour le calcul de l'impôt sur le revenu réduiraient encore le pouvoir d'achat des retraitées et des retraités.

FISCALITÉ

Le budget 2022 acterait la fin du « quoi qu'il en coûte ». Le gouvernement compte sur la reprise économique pour réduire la dette et augmenter à minima des dépenses ministérielles. Mais de nouvelles mesures ne seraient budgétisées qu'en cours d'année.

En définitive le gouvernement mène

une politique qui consolide ses choix, contestés par la FGR-FP :

- avec une baisse continue des impôts sur les entreprises (impôts de production et autres), complétant les avantages fiscaux existants au profit notamment des plus grandes.
- avec un refus de mettre en œuvre une meilleure redistribution des richesses (taxation supplémentaire des hauts revenus et des dividendes) ;
- avec une politique régressive vers les plus précaires et le mépris de la perte du pouvoir d'achat des retraitées et des retraités, et d'une partie grandissante de la population.

PROTECTION SOCIALE

Pour le gouvernement, pandémie ou pas, la baisse continue des dépenses publiques doit encore

s'amplifier. Le budget de la Sécurité Sociale devrait connaître un nouvel endettement avec la perpétuation des exonérations des cotisations sociales.

La loi Grand Âge est abandonnée : ce renoncement scandaleux est symbolique de la place assignée aux personnes retraitées dans la société ! Les mesurette prévues dans le PLFSS sont notoirement insuffisantes (400 millions d'euros bien loin des 6 milliards du rapport Libault !).

Des centaines de milliers d'emplois sont notamment nécessaires à l'hôpital, dans les EHPAD et à domicile.

La FGR-FP dénonce les dangers du projet Protection Sociale Complémentaire pour les agents qui exclut notamment les personnes retraitées, ouvre la porte aux assurances privées, et participe du démantèlement de la Sécurité Sociale.

La FGR-FP participera au colloque le 12 octobre sur le bilan COVID organisé par le Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Age (HCFEA) et la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA).

La FGR-FP se félicite de l'appel du Groupe des 9 pour la mobilisation du 1^{er} octobre. Elle se réjouit de son élargissement au Pôle des Retraités. Elle demande à toutes et tous d'assurer localement la réussite de cette initiative nationale commune.

D'ores et déjà, elle est disponible pour poursuivre cette démarche et l'action unitaire.

